

JAB
case postale
1211 Genève 8

changements d'adresse:
GSsA, CP 151, 1211 Genève 8
gssa@gssa.ch

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 102 Février 2015

une Suisse sans armée

cabu

**À BAS TOUTES
LES ARMÉES!**



GSsA

Édito

Contre la régression guerrière

Les horribles attentats de Paris du 7-9 janvier s'insèrent dans une spirale de barbaries guerrières qui semble s'amplifier, au fil de ces derniers mois et années. Alors que l'Europe découvre l'horreur des meurtres de journalistes et de membres d'une minorité (Juifs français en l'occurrence), des brutalités semblables – mais à des échelles bien plus grandes – s'abattent régulièrement sur les populations civiles de la Syrie, de l'Irak, de l'Afghanistan, du Pakistan, de Gaza, de la Libye, de l'Afrique centrale, des Grands Lacs, de la Somalie, du Nigéria...

En Europe, les attentats et les guerres civiles suscitent des réponses avant tout militaires et policières. On invoque l'Union sacrée pour multiplier les opérations militaires, les dispositifs policiers et les restrictions des libertés individuelles. En Suisse, le projet de «Développement de l'armée» renforcera les tâches policières de l'armée et de nouvelles lois vont étendre les pouvoirs de la police et des renseignements. La même tendance est à l'œuvre à Genève où en mars prochain on votera sur une modification de la loi sur la police qui introduit une organisation militaire de cette dernière. Les drones ensanglantés que veut acheter l'armée suisse sont aussi prévus pour des tâches policières et de contrôle de l'immigration.

Le bilan désastreux des réponses guerrières et sécuritaires suite aux attentats du 11 septembre 2001 crève les yeux. Tant que l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des conflits, ceux-ci resurgissent, parfois très brutalement. Ces causes sont connues: la pauvreté, les inégalités criantes, l'oppression et l'injustice dont souffrent des populations entières, surtout au Sud, mais aussi dans les sociétés riches du Nord. Avec la lutte contre la militarisation globale, tout mouvement pacifiste doit en même temps lutter pour la justice globale.

La réponse généreuse à notre appel financier de décembre (merci !) permet au GSsA de garder son secrétariat et de reprendre la production et l'envoi du journal que vous trouvez sous une forme renouvelée puisque pour réduire nos frais nous avons décidé de collaborer plus étroitement avec nos collègues alémaniques du GSoA.

Tobia Schnebli

DÉPLOIEMENTS EN POLITIQUE INTÉRIEURE

Déploiement anti-constitutionnel à Bâle

Le conseil des ministres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) s'est tenu les 4 et 5 décembre, à Bâle. 3500 soldats ont été déployés et des pans entiers de la ville bouclés, afin de garantir que les 1200 délégués de 57 pays puissent discuter et dîner sans être dérangés. Cela a affecté le bon déroulement du quotidien de nombreux habitant(e)s, en particulier du Petit Bâle. Dans la zone tampon érigée autour du centre de conférences, il n'était plus question de vie quo-

tidienne : obligation de s'identifier, interruption du tram et fouilles furent le mot d'ordre durant les deux jours et provoquèrent l'indignation de nombreux habitant(e)s. A l'affût au-dessus de toute cette agitation, une armée de tireurs d'élites, de drones et d'hélicoptères armés prêts à ... Oui à quoi au juste ? Afin d'attirer l'attention, sur la surmilitarisation de l'événement, le GSsA a organisé une action : un bataillon de la Clown Army a bloqué symboliquement l'entrée à la conférence de presse et a intimé l'ordre aux passants et journalistes de présenter leurs papiers. Nous avons ainsi protesté contre l'augmentation du nombre de déploiements de l'armée en politique intérieure, ce qui représente une violation de la Constitution. Les médias ont bien relayé notre action. A l'avenir, nous continuerons à surveiller les interventions armées de troupes dans les affaires intérieures.



GUERRE ET PAIX

La paix dans la guerre: hier, aujourd'hui, demain

100 ans de petite paix après la grande guerre – les 25 ans de l'initiative pour une Suisse sans armée. Le 23 novembre a eu lieu à la Matte à Berne, un événement au cours duquel le GSsA eu l'occasion de se souvenir de ces deux moments importants de l'histoire de la politique pacifiste, mais aussi de discuter du présent et de l'avenir de l'association. Par Nora Komposch

La Suisse profite de la guerre – le GSsA se bat contre

Après les présentations, les personnes présentes ont discuté des causes et des solutions possibles. Le thème de la discussion fut naturellement aussi le rôle de la Suisse, qui exporte encore et toujours des armes dans des zones de

guerre. La Suisse profite de la guerre et de la destruction. À cause de l'assouplissement du règlement sur l'exportation du matériel de guerre entré en force en novembre, le niveau des exportations a à nouveau augmenté. En 2014 déjà, la Suisse figurait parmi les dix plus grands exportateurs de matériel de guerre. Pendant l'apéritif, de nombreuses représentant(e)s des jeunes sections de partis politiques et de la fondation pacifiste Swisspeace ont félicité le GSsA pour son travail et souligné l'importance de faire entendre la voix antimilitariste et pacifiste du GSsA dans la sphère politique actuelle et future. Les interventions de Fabian Molina, Lena Frank, Seraina Patzen et d'Annemarie Sancar ont été suivies par la projection d'un film sur la trêve de Noël 1914.

Ostermarsch 6.4.2015 Marche de Pâques

Frieden schafft Raum –

La paix crée de l'espace –

faire de la place pour la paix

dem Frieden Raum schaffen

13.00

Auftakt départ
Eichholz an der Aare
Tram 9 ab Hauptbahnhof bis
Endstation Wabern
à la gare tram 9 direction
Wabern descender terminus
Wabern

ostermarschbern.ch marchepaques.ch

14.30

Schlusskundgebung Clôture
Münsterplatz Place de la Col-
légiale
mit avec Amanda Gavilanes
(GSoA GSsA) und Ahmad Abo
Alros (Kriegsdienstverweiger-
er aus Palästina/Syrien ob-
jecteur de conscience de Pa-
lestine/Syrie)

Musik Musique :

LOS VACIOS DE CHARLY
(Cumbia, Reggae, Samba, Ska)
losvaciosdecharly.com

Feines Essen und Trinken aus
dem Jura. Restauration jura-
sienne lescheminsdubio.ch

Marche de Pâques

La paix crée de l'espace – créer un espace pour la paix

(nk) Cette année encore, le GSsA et d'autres organisations pacifistes organisent la marche de Pâques à Berne qui aura lieu le 6 avril. Cette année, nous protestons contre le fait que 51 millions de personnes soient en fuite dans le monde. Beaucoup d'entre elles cherchent à échapper à la violence, aux conflits armés et aux guerres qui sont exacerbés par l'appât du gain, les frontières artificielles et l'exploitation des êtres humains et de la nature. La Suisse aussi en est partie prenante de par la fermeture des frontières et l'exportation d'armes. Au lieu de planifier la guerre, nous devons préparer la paix. C'est pourquoi nous appelons à :

- Se solidariser avec les victimes de la guerre et à dépasser les frontières dans les têtes et sur les cartes géographiques.
- Renforcer le droit international. Seules des règles qui engagent tous les États peuvent assurer la paix.
- Mettre fin aux exportations suisses de matériel de guerre. La Suisse doit arrêter de s'enrichir en contribuant à la souffrance et à la mort dans le monde.

Plus d'informations : ostermarschbern.ch

ACHAT DES DRONES

Non aux drones ensanglantés

L'armée suisse veut acheter des drones du type Hermes 900 fabriqués en Israël par Elbit Systems pour 250 millions de francs. Ces drones sont destinés à des tâches de contrôle policier et leur achat rendrait la Suisse complice d'une des principales industries d'armement israéliennes qui profitent de la colonisation et des guerres contre les Palestiniens. Les contrats de compensation prévoient des exportations inacceptables de matériel de guerre suisse vers Israël. Par Tobia Schnebli

En vue de la décision finale du parlement prévue en automne 2015, l'opposition à l'achat des nouveaux drones s'active: après la résolution du

Parti socialiste suisse qui demande de renoncer à l'achat parce qu'il signifierait un soutien aux violations israéliennes du droit international, le 26 février seront déposées à Berne 30'000 signatures à l'appui d'une pétition lancée par le mouvement BDS (boycott, désinvestissements, sanctions).

Les révélations du Matin Dimanche du 14.09.14 sur les contrats de compensation ajoutent encore un aspect inacceptable. Ces contrats prévoient la participation d'entreprises suisses aux programmes de fabrication des drones et l'exportation de composants vers Israël. De telles exportations contrediraient la politique suivie jusqu'ici par la Suisse qui réclame le respect du droit international et des droits

humains et n'exporte pas de matériel de guerre à Israël. L'attrait économique du business avec l'armement semble balayer toute autre considération. Les drones d'Elbit jouissent d'un argument de marketing imbattable: ils ont passé l'épreuve du feu lors des guerres menées par l'armée israélienne. En juillet 2014, après l'annonce de l'utilisation des drones Hermes 900 dans des bombardements sur la ville de Gaza, les actions d'Elbit ont très rapidement gagné 6%. Commentaire du magazine économique US Bloomberg Business: «Pour les entreprises qui y participent, un conflit dans la bande de Gaza peut constituer un outil de marketing global efficace pour leurs produits». Les entreprises suisses (Rheinmetall Air Defense, Ruag, Kudelski, Décision, Creative Electronic Systems, ...) font peu de cas du fait que les «juteuses» affaires avec Elbit Systems sont trempées dans le sang de centaines de civils palestiniens...

AVIONS DE TRANSPORT

Faire capoter le programme d'armement

En 2005, deux avions de transport avaient mené au renoncement de tout un programme d'armement. Dix ans plus tard, 25 conseillers d'Etat remettent une proposition d'achat sur le tapis. Par Jo Lang

Le 16 mars 2005, un programme entier d'armement avait été abandonné, une première dans l'histoire Suisse. Au cœur de la débâcle, deux avions-cargos. D'un côté, le conseil de conciliation, formé de membres du Conseil national et du Conseil des Etats fervent partisans, de l'autre, le Conseil national qui le rejeta trois fois de suite - la dernière fois avec 97 voix contre 82 - laissant l'armée suisse sans budget pour l'armement. Aujourd'hui, 25 conseillers d'Etat du PDC, du PLR, du PBD, de l'UDC et du PS veulent revenir sur la décision d'alors.

L'argument principal du Conseil fédéral était le oui (de justesse) du peuple aux interventions militaires à l'étranger du 10 juin 2001. Cela était cohérent: pour partir en guerre il faut une «capacité de transport aérienne». Cependant, deux ans après le début de la guerre en Irak, la

plupart des sociaux-démocrates, las de la guerre, rejoignirent les rangs des Verts et de l'UDC, opposés au projet. Du côté de la gauche, ce sont d'autres buts qui firent peur: «transfert rapide de renforts de police en cas d'émeutes, éventuellement par-delà la frontière», «déportation de demandeurs d'asile déboutés», «transports de VIP», par exemple au Forum économique de Davos.

« Putsch des abolitionnistes »

Le GSsA avait alors joué un rôle important dans la victoire. Le PLR n'était pas loin lorsqu'il qualifia l'événement de «putsch des abolitionnistes». Les parlementaires de gauche affiliés au GSsA réussirent un coup de maître: lorsqu'après le second vote au national et aux Etats, il fut clair qui était pour et qui était contre les avions-cargo, la majorité des verts et des socialistes décidèrent de faire capoter le programme d'armement tout entier. Pour cela, les parlementaires de gauche, contre les avions-cargo, devaient d'abord voter pour leur achat lors de la conférence de conciliation. Car si cet organe

avait abouti à une proposition de budget d'armement sans les avions-cargo, le compromis aurait été suivi par le conseil des Etats et il n'y aurait plus eu matière à débattre entre les deux chambres. Ainsi, ce ne sont pas 647 millions, mais «seulement» les 109 millions dévolus aux avions-cargos qui auraient été économisés.

Le 4 décembre 2014, c'est un des perdants de 2005, le conseiller d'Etat zurichois Peter Bieri, qui a relancé le débat. Les arguments sont plus adroits qu'alors, mais le fond reste le même. Des déploiements pour «les missions de maintien de la paix civiles et militaires», pour «l'aide en cas de catastrophe» et pour le «rapatriement de Suisses». Afin de convaincre l'UDC au Parlement, s'ajoutera très certainement à cette liste la déportation des réfugiés ainsi que les actions antiterroristes. Les contre-arguments sont eux aussi restés les mêmes. Pour les interventions civiles, il est toujours possible de louer des avions-cargo adaptés au contexte particulier. Et les interventions militaires à l'étranger, à l'image de la majorité des citoyens(ne)s Suisses, le GSsA s'y oppose.

Bien plus qu'un dessinateur

Nous publions dans ce numéro quelques dessins de Cabu tirés de A bas toutes les armées! un recueil de ses caricatures publié en 1986.

Pacifiste comme les autres dessinateurs de Charlie Hebdo tués le 7 janvier (Wolinski, Charb, Honoré, Tignous), mais avec une veine antimilitariste particulièrement forte, Cabu rappelait il y a quelques années dans une interview à France culture, que l'une de ses premières manifestations était une manifestation de l'Union pacifiste en 1962 contre les armes nucléaires françaises et il se désolait du fait qu'il n'y ait seulement 1500 manifestants et qu'en France il ait été toujours aussi difficile de mobiliser pour des manifestations antimilitaristes. En 1969, j'avais 18 ans quand j'ai découvert les dessins de presse de Cabu contre le militarisme. Jusqu'à ce funeste 7 janvier j'ai admiré des milliers de dessins de cet homme qui comme personne n'a eu cesse de dénoncer les fabricants d'armes et la florissante industrie d'exportation de celles-ci, soutenue par tous (Mitterrand compris). Il dénonça la politique de la bombe atomique et ses essais dans les colonies au mépris des populations locales... La course aux armements et les monstrueux budgets militaires face à la montée de la pauvreté en France l'affirma encore plus dans son rôle estimé de dessinateur politique (au Canard Enchaîné par ex.). Engagé pour le désarmement unilatéral et sorti de l'âge des casernes (c'est lui!), Cabu a défendu sans relâche par ses puissants dessins tous les objecteurs de conscience, les réfractaires, les insoumis et les réformés. Jusqu'en 1983, il était interdit de diffuser l'information sur le droit à l'objection de conscience et le service civil!!! L'Union pacifiste et Cabu ont brisé la censure officielle (malgré les lourdes menaces judiciaires), Charlie Hebdo comptait alors des centaines de milliers de lecteurs et lectrices.

Ses dessins d'un antimilitarisme radical ont accompagné des générations de militant.e.s anti-autoritaires et soixante-huitards. En Suisse romande on retrouvait cet état d'esprit chez une bonne partie des premiers militants du GSsA dans les années quatre-vingt.

Cabu, un tout grand bonhomme!

Luc Gilly



L'argent du Gripen pour l'achat d'armes ? Le Conseil des Etats dit non

(tl) La GSsA a remporté une grande victoire lors du non au Gripen. Il a ainsi fait d'une pierre deux coups. Tout d'abord, cette victoire est une première: jamais auparavant une initiative contre l'armée et l'industrie de l'armement n'avait rencontré un tel succès populaire. D'après l'analyse VOX, ce sont particulièrement les aspects financiers qui ont contribué à la défaite du Gripen. La fraction des va-t-en guerre du Conseil national a pourtant décidé d'ignorer ce signal clair et a décidé de réaffecter les fonds libérés par le non-achat du Gripen à l'achat de matériel militaire. Le Conseil des Etats a mis fin à cette violation de la volonté populaire en annulant à l'unanimité la motion du Conseil fédéral demandant l'élaboration d'un nouveau programme d'armement élargi d'ici février 2015. Même Ueli Maurer ne s'était pas déclaré favorable à cet achat de matériel militaire supplémentaire. Ainsi, l'argent est maintenant disponible pour des dépenses sensées et utiles. Cela constitue, une victoire supplémentaire pour le GSsA.

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

« Je ne peux pas faire mon service après avoir vécu ce massacre ! »

Durant la première guerre mondiale, le nombre de ceux qui refusèrent de servir augmenta radicalement. Si les cas d'opposition à l'ordre de marche étaient plutôt rares avant la guerre, rien qu'en 1917, on dénombra plus de 50 cas d'inculpation pour objection à motifs politiques ou religieux. Par Stefan Dietiker

« Une petite salle. Le tribunal, quelque peu surélevé, avec un juge fédéral pour président, à côté, quelques officiers (entre autres un social démocrate connu !) et des soldats. Devant les armoires, les bureaux du procureur et de la défense, et après, les accusés et la petite masse formée par le public. Chacun son camp ! »

Ainsi décrivit Leonhard Ravaz le procès de Wolfgang Schwemmer et de deux autres soldats s'étant opposés à la conscription devant le tribunal de division 5 de Aarau. L'exclamation à la fin du texte témoigne bien du combat qui dut avoir lieu dans la salle. Les trois accusés décidèrent de refuser de continuer à servir dans l'armée. Ils objectaient toute forme de participation à la guerre – y compris dans les sanitaires, pour des raisons éthique et morale.

Tu ne tueras point – le pacifisme antimilitariste

Bien que le code pénal militaire ne connaissait à l'époque pas encore l'objection de conscience, la « morale » des accusés fut étudiée et évaluée. La justice militaire cherchait à distinguer les

vrais objecteurs de conscience des « fainéants » et des « agitateurs ». Il n'existait pas une claire distinction entre motifs religieux et politiques dans tous les cas. La reconnaissance de « l'honnêteté » des accusés dépendait fortement des juges, des auditeurs et des enquêteurs de la justice militaire.

La plupart de ceux qui refusaient de servir justifiaient leur choix sur la base d'un mélange d'arguments politiques, sociaux, religieux et moraux. Certains en appelaient à la Bible et au commandement « tu ne tueras point » ; d'autres considéraient contribuer aux premiers pas pour la paix ; tandis que d'autres étaient encore persuadés que la force armée ne servait pas l'intérêt général.

Les obligations envers l'Etat avant la conscience

Une condamnation par le tribunal militaire n'avait pas pour effet une expulsion automatique de l'armée. Ce qui voyait les objecteurs entraînés souvent à plusieurs reprises devant les tribunaux militaires. Beaucoup d'entre eux devaient se soumettre à un examen psychiatrique pour déterminer s'ils pouvaient être poursuivis juridiquement pour leurs actes. Ainsi, dans certains cas, les charges furent abandonnées pour irresponsabilité juridique et la personne concernée réformée.

Si les tribunaux militaires s'étaient acharnés à tenter de distinguer les vrais des faux objecteurs de conscience, ils tentèrent également de faire de même avec les « prophètes religieux »

et les « fous ». La pathologisation systématique des objecteurs était instrumentalisée pour les stigmatiser. Leur conscience était reconnue, mais la raison d'Etat la supplantait.

La motivation politique des tribunaux

Les objecteurs de conscience ne furent pas seulement condamnés sur la seule base de l'évaluation juridique de leurs cas. En effet, à la lecture des procès, il est possible de discerner les valeurs politiques et sociales dominantes de l'époque et leur reproduction dans l'application de la loi. Pendant la première guerre mondiale déjà, Leonhard Ragaz écrivait au

sujet du déroulement du procès Baudraz que celui-ci représentait un « précieux morceau de psychologie, à la fois de vulgaire « libéralité » et de vulgaire « positive » pitié. »

Comme c'était le cas il y a cent ans, il y existe toujours des gens aujourd'hui dont la conscience passe après la raison d'Etat. Pour eux, les objecteurs de conscience ou ceux qui choisissent d'accomplir le service civil ne sont que des tire-au-flancs. c'est à eux que nous devons montrer que les arguments contre le service militaire sont multiples et en tous points valables.



OBLIGATION DE SERVIR

Menaçante retour en arrière pour le service civil

La tourmente provoquée par l'introduction du service civil en 1996 n'est jamais retombée. Les partisans du service militaire, sentant leur armée menacée par le service alternatif, s'emploient à le rendre aussi rebutant et inaccessible que possible en l'assortissant de nombreux désavantages et obstacles.

Par Nikolai Prawdzcic et Daniela Fischer

En 1992, c'est par une écrasante majorité que les citoyens suisses ont accepté l'introduction d'un service civil. Cette victoire fut durement gagnée : le GSsA avait organisé peu de temps avant la votation un « appel à agir » sous forme d'un appel au refus de servir en masse, afin d'exercer une pression en faveur du service civil. Lorsque celui-ci fut enfin introduit en 1996, ce fut assorti de deux principaux obstacles : il était une fois et demie plus long que le service militaire et n'était accessible qu'après un examen de conscience. Cette dernière condition fut supprimée par une initiative parlementaire lancée par Heiner Studer fin 2008. A partir du 1er avril 2009, il suffisait de se déclarer prêt à

accomplir le service civil pour pouvoir y être admis. La disposition à se soumettre à la durée de service supplémentaire était admise comme « preuve suffisante » de bonne volonté.

Menaçante retour en arrière

Bien que de nombreux politiciens du camp bourgeois se soient exprimés positivement au sujet du service civil durant l'initiative pour la suppression de l'armée, depuis quelque temps, les politiciens de droite liés à la politique de sécurité ont relancé leur combat contre le service alternatif. En 2011, son accès fut à nouveau rendu plus difficile et la solde réduite.

Mais pour certains, cela ne suffit pas : ils se sentent menacés par le nombre croissant de civilistes et veulent en conséquence restreindre les conditions de participation.

Dans le cadre des discussions menées au sujet de la révision du service civil en novembre dernier, une courte majorité de la commission de politique de sécurité du conseil national (CPS-N) a décidé de donner suite à l'initiative parlementaire « Pour un service civil et non un libre-service » de l'ancien parlementaire Edi

Engelberger (PLR). En conséquence, des propositions pour une restriction à l'accès au service civil devaient être traitées lors de la session de fin janvier. De par cette décision, la CPS-N bafoue le principe de solution par l'acte civil. Le service civil est remis en cause plus fortement encore qu'à l'époque de l'examen de conscience.

Quelques militaires rêvent aussi de pouvoir interdire à ceux qui ont déjà débuté l'école de recrue de changer pour le service civil. La proposition est déjà à l'étude en ce moment-même au CPS-N. Cela correspondrait à un brusque retour à l'époque de la Guerre Froide, durant laquelle le refus de servir était puni de prison.

Chance perdue

Le fait que de si nombreuses recrues veuillent passer au service civil durant leur service militaire est un signal clair. Ils veulent occuper leur temps à faire des choses sensées, ce qui n'est pas le cas dans l'armée. L'accès au service civil devrait en conséquence être facilité et non rendu plus difficile.

Vingt ans après l'introduction du service civil, il

est temps de reconnaître que celui-ci représente une alternative viable à un service militaire dénué de sens et que des milliers de jeunes Suisses savent l'apprécier en tant que tel.

La révision du service civil sera débattue au national et aux Etats dans les sessions de printemps et d'été. Le projet de loi ne se profile pas sous de bons auspices. Le message insipide du Conseil fédéral montre que le service civil est encore traité avec négligence. A cela s'ajoute une majorité au CPS-N fortement engagée dans le combat contre le service civil.

La révision aurait pu être une chance pour un soutien à l'engagement civil. En regard de la situation actuelle, il semblerait plutôt que la balance penche en faveur d'une consécration du traitement inégal du service civil par rapport au service militaire.

Malgré cette tendance négative, le GSsA compte persévérer. Nous comptons non seulement nous engager pour contrer l'augmentation des barrières à l'entrée au service civil, mais aussi leur diminution, et faire en sorte d'égaliser la durée du service civil et du service militaire.

GENRE

Les femmes dans les mouvements pacifistes

Annemarie Sancar et Jacqueline Fehr partagent leurs expériences à l'intersection entre mouvement féministe, mouvement pacifiste et politique de sécurité. Interview.

Par Nikolai Prawdzic et Meret Schneider

Annemarie, quelle est d'après toi la contribution des femmes au mouvement pacifiste ?

Annemarie Sancar : Tout d'abord, pour moi c'est d'avoir créé un dialogue dans la société concernant les liens entre les questions de genre et de guerre, de violence et de genre ou des hiérarchies de sexuée dans l'armée. Sinon, à travers le mouvement pacifiste, les femmes ont gagné en présence dans l'espace public, comme le montre l'histoire de Swisspeace par exemple.

Le mouvement féministe était auparavant très lié à divers mouvements pacifistes. Comment le mouvement pacifiste vous-a-t-il marqué ?

Jacqueline Fehr : Le mouvement féministe au sein duquel j'ai développé ma conscience politique était celui des années 90. A cette époque, les aspects de la violence étaient au centre des revendications du mouvement féministe : la violence conjugale, la maltraitance et la violence systématique envers les femmes dans les conflits armés. Ceci fut pour moi une forte prise de conscience : les conditions dans la sphère privée sont reproduites dans la sphère publique ce qui se reflète à nouveau dans la sphère privée. Cette réciprocity de la spirale de la violence (la violence mène à plus de violence) dans la sphère publique et dans le privé m'a fortement marquée.

A : Ce qui est important, c'est que les mouvements pacifiste et féministe sont fondés sur des thèmes internationaux, souvent en réaction à des événements concrets. Les femmes engagées pour la paix ont gagné leur place sur la scène internationale, par exemple dans le contexte des guerres en ex-Yougoslavie et en lien avec la résolution de l'ONU 1325 (Women, Peace and Security). D'autres réflexions sur la violence, telles que celles formulées par Jacqueline, sont inhérentes aux questions de politique intérieure.

Une question au sujet des hiérarchies genrées: Jacqueline, tu as passé les deux dernières décennies au Conseil National : comment peut-on décrire le changement dans le rapport aux femmes dans la Berne fédérale ?

J : Beaucoup de choses ont changé durant les vingt dernières années, mais c'est bien sûr encore insuffisant. Si l'on considère la politique de l'armée, on peut très bien constater qu'il y a toujours eu et qu'il y a encore des femmes qui jouent un rôle prépondérant. On ne peut certainement plus dire que la Commission de la politique de sécurité (CPS) est un terrain exclusivement masculin. Mais c'est comme dans tous les domaines : il faut d'abord pénétrer les structures existantes, puis tenter d'y changer les choses. Evidemment, il est clair que certaines choses sont inhérentes aux structures elles-mêmes.

Mais tu ne conseillerais tout de même pas à une jeune fille de s'engager dans l'armée pour y changer les choses de l'intérieur ?

J : Non. On peut constater que le pouvoir de disposer de l'individu dévolu à l'armée a reculé. Ainsi, l'armée est devenue plus civile dans ses rapports avec les êtres humains, mais pas dans sa mission.

A : L'armée ne pourra jamais mettre en pratique une politique de sécurité égalitariste en ce qui concerne les rapports de genre, cela est impossible en raison de sa mission. Je doute qu'une politique pacifiste consciente des problématiques de genre puisse émerger de l'armée. L'armée tend à renforcer les hiérarchies genrées, car elles sont inhérentes à sa logique.

Est ce qu'on pourrait extrapoler en disant les femmes sont pacifistes ?

J : Non. L'armée est un lieu extrême de la société : celui dans lequel il est question de détruire des vies si besoin est, en cas d'urgence, afin d'atteindre un autre but. Cela implique une hiérarchie avec tous ses attributs : obéissance, soumission, abandon de l'individu, etc.

A : Toutes les institutions de l'Etat reproduisent ces rôles genrés, même si ce n'est pas toujours apparent. Ces différents rôles se reflètent également dans les possibilités, les ressources et les stratégies utilisées pour gérer certaines situations. Personnellement, la question du meilleur ou du pire ne m'intéresse pas, mais plutôt celle de comprendre à quel point des stéréotypes sexistes tels que ceux véhiculés par l'armée se propagent dans le civil.

Cela évoque l'évolution future de l'armée, qui pourrait mener à ce que des prérogatives civiles soient assumées par celle-ci. Doit-on y voir une tendance conservatrice renforçant structures patriarcales ?

J : Au sein de la CPS, le langage est extrême. Le service civil est hors de question, car cela équivaldrait à une perte de masculinité. A quel point la « promesse de masculinité » de l'armée est effective est une question d'alternatives. Un jeune homme qui a une autre vision de la masculinité peut-il être reconnu ? Ou alors se moquera-t-on de lui, sera-t-il isolé, incompris ? Au final, cette question est aussi la voie hors de la logique militaire.

A : En lien avec cela, se pose également la question de la responsabilité de l'Etat : quel niveau de démocratie, de diversité un Etat peut-il supporter, et à quel point soutient-il ce type de processus ? Si une seule conception de la masculinité est récompensée, la diversité disparaît. Cela favorise l'aboutissement de décisions autoritaires.

Peut-on dire qu'à travers la revendication commune à l'émancipation le combat féministe pour les droits des femmes va de pair avec le combat antimilitariste ?

J : L'armée et les structures militaires doivent être des objets de la critique féministe car c'est là que de nombreux aspects des idées combattues par les féministes sont nourris.

A l'armée, les stéréotypes de genre sont promus dans leur forme la plus concentrée. Si nous réussissons à limiter le pouvoir de l'armée dans la

société, il y aurait plus de place pour d'autres modèles. A travers la relativisation de l'armée, un fractionnement des modèles de genre a déjà eu lieu et cette interaction a été très forte. Evidemment, cela a eu lieu dans un contexte favorable de réflexion des milieux économiques quant au manque de sens de l'armée.

A : Les questions de « qui fait quoi dans quelles conditions, avec quelles ressources à disposition et en échange de quoi » se trouvent au centre de ma motivation pacifiste : comment les changements dans la société influent sur ces questions et quel rôle la question du genre joue sur le tout. C'est pourquoi la politique sociale est importante si l'on veut obtenir une autre politique de sécurité, son fondement en somme. Pourtant, il est extrêmement difficile de faire ce lien dans la pratique et de formuler une politique de sécurité qui soit comprise comme détachée de l'armée et du militaire et qui puisse être appliquée en tant que telle.

J : Le quotidien est un mot clé important. En raison de la répartition actuelle des rôles, les femmes sont souvent très occupées à gérer les problèmes du quotidien et ont d'autres besoins de sécurité, liés à la vie de tous les jours. Je crois qu'au niveau du combat culturel, nous sommes arrivés à un point auquel les acquis seront bientôt irréversibles. La mouvance conservatrice m'apparaît comme un arbre, qui juste avant de flétrir complètement use de ses dernières forces pour frapper et produit de nouvelles pousses.

A : A vrai dire, dans le débat lié aux questions de genre, le fait qu'il existe des hiérarchies entre les femmes elles-mêmes, à cause des moyens et des ressources différents est, à mon avis, trop souvent négligé. Le principe néo-libéral selon lequel tous ceux qui se donnent de la peine et qui prennent des responsabilités peuvent avoir du succès est très profondément ancré, même dans une approche comme gender mainstreaming. Ce lien entre hiérarchies genrées et appartenance sociale est cependant central, car il permet d'éclairer les relations de pouvoir et d'exploitation qui sont le cœur des inégalités de genre.



Annemarie Sancar est responsable des questions de genre au centre pour la promotion de la paix KOFF/swisspeace (<http://koff.swisspeace.ch>), ainsi qu'auprès de la commission pour l'égalité GPS et dans le comité directeur de WIDE (women in development europe) Suisse.

Jacqueline Fehr, vice-présidente et conseillère nationale du parti socialiste, candidate au conseil d'état du canton de Zürich le 12 avril.

KURDISTAN

Une visite de la frontière entre la Syrie et la Turquie

Fin Novembre, j'ai entrepris un voyage avec trois amis afin de me faire une idée de la situation dans les camps de réfugiés kurdes et afin de pouvoir parler directement aux personnes touchées par le conflit.

Par Tobias Estermann

Peu de temps après notre arrivée déjà, nous avons eu l'opportunité de visiter un camp de réfugiés de Yézidis à Diyarbakir, à environ 200 kilomètres de la frontière syrienne. Les Yézidis sont un groupe religieux monothéiste qui sont persécutés par les islamistes car ils sont perçus comme des « adorateurs du diable » et des « infidèles ». Les histoires qui nous ont été racontées nous ont choqué. Les gens nous ont raconté les massacres de l'Etat Islamique (EI). D'après eux, il n'y avait pas de futur pour leur groupe religieux en Irak. Ils nous ont relaté comment, parfois, même certains de leurs voisins ont participé aux exactions. Des centaines de personnes ont

été assassinées. Leurs récits extrêmement détaillés nous ont donné des sueurs froides. Quand on leur demandait pourquoi il ne se défendaient pas, ils nous ont répondu que certains l'avaient fait. Ceux qui s'y étaient risqué, ont tenté de libérer les femmes et les filles kidnappées. Mais ils n'y voyaient plus d'espoir pour eux-même. Dans le camp, le désespoir était lisible sur tous les visages. Ils espéraient que nous autres européens, nous nous engagerions pour leur cause, afin de leur permettre de vivre à nouveau en paix.

Le jour suivant, nous sommes arrivés à Suruç, une petite ville près de la frontière syrienne. Nous y avons visité Çavit, qui, avec sa famille, a ouvert sa maison à plus de 200 réfugiés. Nous avons été très impressionnés de son humanisme à toute épreuve. Nous avons été témoins de cette magnifique solidarité à plusieurs reprises. Les gens partageaient tout ce qu'ils avaient avec nous, bien que cela ait été très peu. Lorsqu'un enfant réfugié offre la moitié de sa mandarine

au détour d'une promenade à un riche européen, cela paraît presque irréel.

Pas de conflit ethnique

Dans les camps de réfugiés de Suruç, en comparaison avec celui de Diyarbakir, nous avons été impressionnés par la joie de vivre et l'espoir qui animaient les habitant(e)s. Tous ceux avec qui nous avons parlé, nous ont fait part de leur volonté de retourner à Kobanê dès que la ville serait à nouveau libre et assuraient que la situation actuelle n'était que temporaire. Le soutien au YPG/YPJ (Unités de protection du peuple et unités de défense des femmes du Kurdistan syrien), le pendant syrien du PKK, était omniprésent. Ainsi, nous pûmes assister à de nombreuses minutes de silence pour les combattants tombés ou des chants, des paroles et de fêtes de soutien à leur cause.

Nous avions le privilège d'avoir une personne qui maîtrisait l'arabe au sein de notre groupe, ce

qui nous permis de pouvoir communiquer avec les réfugiés syriens et irakiens sans traducteur local. Il nous avait pourtant été déconseillé de parler arabe, la langue de l'EI, car cela aurait pu nous faire des ennemis. Sur place, la communication en arabe s'est faite sans problème. On nous a expliqué que personne ne haïssait la population arabe. Il s'agissait d'un combat contre l'EI pour la liberté et l'indépendance, contre le fascisme et en aucun cas d'un conflit ethnique. A Suruç nous avons aussi rencontré un antimilitariste turc. Il nous a raconté qu'au sein de leurs organisation aussi, la question de la légitimité morale du combat armé faisait débat. Selon lui, de nombreux antimilitaristes soutiennent les réfugiés et les Kurdes. En priorité, les réfractaires au service militaire. Au contraire de la Suisse, il n'existe en Turquie pas de service civil et de fortes peines de prison sont réservées à ceux qui refusent de servir. L'armée, de par sa politique de répression et de persécution systématique a très mauvaise réputation, surtout auprès des minorités. Néanmoins, la plupart des membres de leur organisation sont des « tures ethniques », étant donné que pour beaucoup de Kurdes un combat de libération pacifique n'est pas envisageable. Ceci se vérifia lors de discussions avec d'autres gens, qui soutenaient le combat armé du YPG/YPJ et du PKK en Turquie pour un Kurdistan indépendant.



CORRUPTION ET INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Lorsqu'une main lave l'autre

A la fin de l'année dernière, la multinationale allemande d'armement Rheinmetall avouait que certains de ses anciens cadres avaient versé plusieurs millions d'Euros de pots-de-vin à des politiciens et fonctionnaires grecs. Rheinmetall ne fait pas figure d'exception : le recours à la corruption est monnaie courante pour les multinationales de l'armement. Le fabricant des Gripen, Saab en fait aussi partie. Par Thomas Leibundgut

Suite à l'inculpation de treize employés de Rheinmetall par le ministère public grec en novembre 2014, le géant de l'armement allemand s'est déclaré prêt à payer 37 millions d'euros d'amende. La multinationale aurait distribué environ dix millions d'Euros à des fonctionnaires du ministère et de l'armée avec l'aide de l'officier de la marine grecque, Papagiorgis Efstathiou. Ceci afin de garantir l'achat par la Grèce du système de défense anti-aérienne Asrad produit par RDE, société filiale de Rheinmetall, pour 150 millions d'Euros. Les anciens cadres de RDE impliqués s'exposent à

des poursuites à Athènes ainsi qu'à Brême où se trouve le siège social de Rheinmetall. A la corruption s'ajoute des accusations de rétro-commission. Deux cadres auraient touché des contreparties de plusieurs centaines de milliers d'euros à travers Efstathiou. Le PDG de Rheinmetall, Armin Papperger, a reconnu que son entreprise s'est engagée dans des affaires de corruption et a promis une complète coopération avec les autorités compétentes. En outre, Rheinmetall a accepté de payer l'amende de 300'000 Euros et une pénalité de 36,77 millions d'Euros pour les gains acquis de manière illégale. Rheinmetall doit encore payer 6,4 millions d'Euros d'arriérés d'impôts pour avoir déclaré les pots-de-vin en tant que frais d'entreprise et les avoir ainsi soustraits au fisc.

Les nombreux cas montrent que le problème est systémique

Une autre entreprise d'armement, Atlas, filiale de Thyssen-Krupp et Airbus, fait elle aussi l'objet d'une enquête pour corruption. Les paiements illégaux lui auraient permis la vente

de systèmes d'armements pour sous-marins à la Grèce. Des banquiers suisses seraient aussi mis en examen pour leur implication dans l'affaire. Les bureaux du fabricant de tanks Krauss-Maffei Wegmann (KMW) ont déjà subi une perquisition par le ministère public de Munich. L'entreprise est soupçonnée d'avoir fait usage de pratiques de corruption dans le cadre de la vente de deux tanks Leopard 2 pour 1,7 milliards d'Euros. Un mandat d'arrêt international a été lancé par Athènes contre un ancien cadre de KMW en mars dernier. Celui-ci aurait encaissé plus d'un millions d'Euros pour la vente d'obusiers de tanks. Une série de perquisitions a aussi eu lieu dans la division que l'entreprise Airbus consacre à l'armement, aussi bien au domicile de ses cadres que dans ses locaux. Les accusés auraient dépensés plusieurs millions d'Euros pour parvenir à des contrats de sécurisation des frontières en Roumanie et en Arabie Saoudite.

La répétition de ces cas démontrent que la corruption dans le milieu de l'armement à valeur de système. Il ne s'agit pas d'incidents isolés. Il

en va de même lorsqu'on s'intéresse au fabricant des Gripen, Saab. L'entreprise suédoise fait l'objet d'enquêtes dans plusieurs pays. Dans un des cas, Saab a même reconnu avoir eu recours à la corruption. En 1999, BAE et Saab ont obtenu une commande de plus de trois milliards de Francs en provenance d'Afrique du Sud pour 26 Gripen, bien que l'armée de l'air sud-africaine ait déclaré sa préférence pour un modèle d'avion italien meilleur marché. Quatre milliards de Francs de pots-de-vin ont permis à SANIP, une société fille de Saab, d'outrepasser les vœux de l'aviation militaire. D'après les recherches du Serious Fraud Office au Royaume-Uni, le montant de la corruption dans cette affaire d'achat d'armes se chiffrait à 290 milliards de Francs. La plupart de cet argent a été apparemment transféré sous couvert « d'affaires de compensation », bien que celle-ci soient interdites pour tous les cas d'acquisitions de biens par l'état et tombent juridiquement sous le coup des lois anti-corruption ou de violation des lois de la concurrence.

«ETAT ISLAMIQUE»

Pacifisme en temps de Kobané

Comment défendre des valeurs de démocratie et d'émancipation contre un adversaire prêt aux pires brutalités? Cette question se pose une nouvelle fois dans le contexte de la guerre civile en Syrie.

Éléments de réponse.

Andreas Weibel et Tobia Schnebli

Au début de 2014, après plus de deux ans de guerre civile en Syrie, le parti kurde PYD (Parti de l'union démocratique) proclamait l'autonomie de trois cantons kurdes de Syrie dans la région de Rojava (Kurdistan occidental). L'objectif de l'autonomie est une économie autogérée et écologique ainsi que la parité des droits entre sexes, nationalités et religions. L'organisation fondamentaliste « État islamique » (EI) a conquis en 2014 de grandes parties de territoire en Syrie et en Irak et a essayé de perpétrer un génocide de la minorité Yézidi. En septembre, les troupes de l'EI ont également attaqué la région autonome de Rojava et les combats ont culminé dans le siège, qui se poursuit depuis plusieurs mois, de la ville de Kobané, près de la frontière avec la Turquie. Les actes de brutalité et l'idéologie primitive de l'EI suscitent beaucoup d'émotion aussi en Suisse. Notre sympathie est claire. Il est évident qu'il faut arrêter l'orgie de violence moyennageuse de l'EI et nous espérons que le projet des habitant.e.s de la région de Rojava puisse se réaliser. Reste naturellement la question à savoir par quels moyens.

Le soutien militaire?

La réponse des médias, des gouvernements et d'une bonne partie des opinions publiques en Occident est arrivée rapidement et de manière presque unanime. Pratiquement toutes les différentes sensibilités politiques ont soutenu la nécessité d'une intervention militaire. Les Etats-Unis avec d'autres alliés ont commencé une campagne de bombardements aériens pour contrer l'EI et d'autres pays comme l'Allemagne ont livré des armes aux combattants kurdes d'Irak en les formant aussi à leur usage.

L'intervention militaire directe et indirecte est critiquable sous plusieurs aspects. Premièrement il est très probable que les armes livrées passent tôt ou tard en mains d'autres groupes combattants ou de terroristes, soit en passant par le marché noir soit à l'issue de combats. Deuxièmement, les bombardements ne frappent pas avec plus de précision lorsqu'ils sont effectués pour la bonne cause. Les victimes civiles des avions de combat et des drones alliés servent à l'EI pour recruter de nouveaux combattants. Troisièmement, au moins depuis l'invasion de l'Irak en 2003 l'Occident n'est plus un acteur crédible dans cette région. Le succès des groupes les plus radicaux est une conséquence directe de la guerre voulue par le gouvernement de George W. Bush, exactement comme l'avait prévu le mouvement pacifiste. L'Occident s'est peu préoccupé de l'EI du temps qu'il dirigeait sa violence contre d'autres Musulmans. L'Arabie Saoudite pratique aussi la décapitation et l'esclavagisme sans que l'opinion publique et les gouvernements du monde ne s'en soucient vraiment. Cette manière sélective de traiter les conflits nourrit le sentiment que l'Occident conduit une guerre contre l'Islam et permet à l'EI de se profiler comme le seul défenseur des croyants capable de riposter.

Les possibilités d'action politique

Il y aurait assez à faire pour l'Occident même sans intervenir militairement. L'aide humanitaire pour tous les réfugiés de la région est la priorité la plus urgente. Mais il y a aussi des possibilités d'action politique. Les succès de l'EI ne s'expliquent pas avec sa force militaire. Le gouvernement Maliki a discriminé la minorité sunnite en Irak de manière systématique et n'a jamais été en mesure de garantir la sécurité et le ravitaillement des biens essentiels pour la vie quotidienne. Si l'on veut enlever le soutien ou du moins le manque d'opposition dont jouit l'EI auprès des populations dans les régions où il s'est implanté, il faut un gouvernement qui représente l'ensemble de la population irakienne.

L'EI dispose de moyens financiers considérables. En patrie l'argent est récolté en Arabie Saoudite et dans les Émirats du Golfe et une partie vient de la vente de pétrole. Il faut couper ces sources de financement. Et le soutien tacite de l'EI par la Turquie et d'autres États de la région doit cesser. Ces États devraient plutôt utiliser leur influence pour faire désister de nombreux groupes ou tribus sunnites de leur coopération avec l'EI.

Cependant, ces propositions ont un sens surtout dans le long terme. Dans l'immédiat, la question est de savoir ce que l'on peut faire pour protéger Rojava ? : Ne prendrions-nous pas les armes si nous vivions dans la partie kurde de la Syrie ?

Résistance civile

Il y a peut-être des situations où il n'y a pas d'alternatives à une défense armée. Ce qui est toutefois préoccupant est le manque d'information et le peu de cas qui est fait sur les formes de résistance civile qui ont fait leurs preuves au cours de l'histoire. Il y a un vaste arsenal de formes d'actions et d'interventions, de la non-coopération et de la persuasion qui ont eu du succès aussi face à l'usage de la violence brutale. Le cas le plus connu et historiquement le plus important est celui de la libération de l'Inde de l'oppression coloniale britannique. Le Mahatma Gandhi a pratiqué et théorisé pendant des décennies la question de la résistance non violente. La chute du mur et du régime oppresseur de l'Allemagne de l'Est qui l'avait construit s'est faite par une lutte non violente.

La lutte de libération contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud a été menée aussi avec des armes, mais les formes d'action non violentes ont été déterminantes pour la victoire du mouvement anti-Apartheid.

L'idée de base de la résistance civile est que le pouvoir ne sort pas des cannes des fusils. Le pouvoir repose d'abord dans l'obéissance et dans la coopération des dominés envers les dominants. Cela vaut pour les États-nations et aussi pour l'EI. Si l'on veut vaincre un

adversaire avec la non violence, on doit chercher de l'attaquer dans ses points faibles. Si l'on se dresse contre un régime dictatorial ou de terreur, l'affrontement militaire est toujours le terrain où ces régimes sont les plus forts.

Comment arrêter l'EI?

Qu'est-ce que cela signifie concrètement dans le cas de l'EI ? Il est clair qu'on arrivera à vaincre l'EI uniquement quand les Sunnites en Irak et en Syrie ne considéreront plus l'EI comme un moindre mal par rapport aux gouvernements irakien et syrien. Il est difficile de livrer des analyses depuis l'extérieur et il serait prétentieux de vouloir donner des conseils. Comme pacifistes nous devons rappeler que l'usage des armes se révèle souvent à double tranchant et qu'il n'arrive pas à vaincre les causes profondes des conflits et de la violence.

Comme démocrates nous ne pouvons que soutenir les processus révolutionnaires tels qu'ils ont commencé dans de nombreux pays arabes en 2011, quand des soulèvements populaires de dizaines de millions de personnes descendaient dans les rues pour demander la fin des dictatures, le pain et la justice.

La faim, les inégalités et les injustices sociales toujours plus profondes font partie de la violence structurelle qui caractérise le monde aujourd'hui. La lutte pour la justice globale passe par les luttes de tous les jours des opprimés, des dépossédés, de ceux et celles qui se battent contre les concentrations de pouvoir (économiques, financiers, culturels, ...).

Il est évident que ces concentrations de pouvoir gardent la puissance des armes dans leurs mains et l'utilisent pour continuer leur domination. Il est donc plus que jamais nécessaire de développer tous les moyens de lutte alternatives, le plus souvent non-violentes.

NOS USINES D'ARMEMENT TOURNENT À PLEIN RÉGIME...

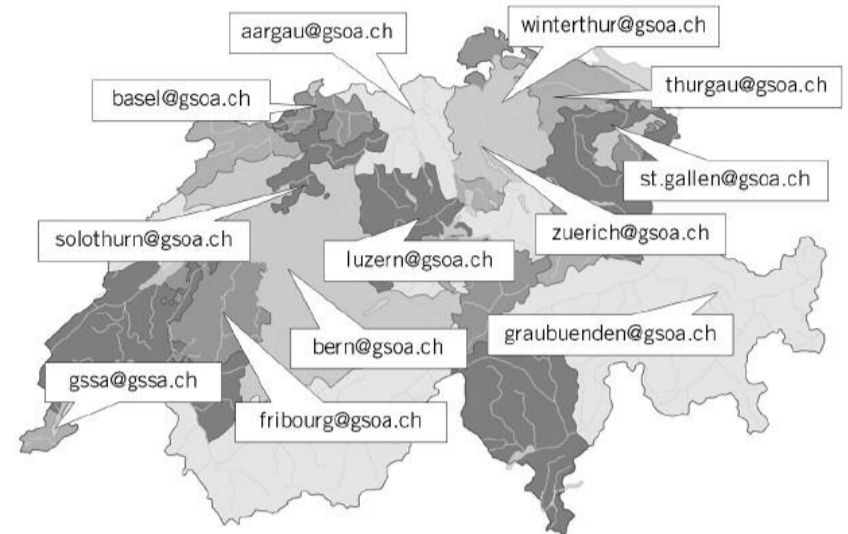


Nous dépendons de tes dons !

Les derniers mois ont été très intenses et ont demandé l'engagement intense des membres du GSsA. Créativité et énergie mis-à-part, la campagne contre le Gripen a aussi eu quelques coûts financiers. Il va sans dire que nous allons continuer à nous engager pour les buts de la GSsA avec le même élan. Afin que nos efforts puissent dans le futur aussi avoir un impact important sur la politique suisse, nous avons besoin de moyens financiers. En faisant un petit ou un grand don à l'aide du bulletin de versement ci-joint, tu permets non seulement notre engagement, mais tu es aussi partie prenante des succès du GSsA ! **Merci !**

Engage-toi dans ta région !

Les groupes régionaux sont la colonne vertébrale de la GSsA. Ils participent activement aux prises de décisions du GSsA Suisse et organisent indépendamment leurs propres actions et événements. Participer à la réunion d'un groupe régional de ta région est un moyen très simple de s'engager auprès du GSsA. Tu as envie de devenir actif ? Contacte-nous à l'une des adresses mentionnées ci-dessous. **Nous nous réjouissons déjà de te rencontrer !**



GREGOR. Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Gregor, une arme respectable, raconte ses expériences dans un monde dans lequel les armes (à son avis) n'ont pas toujours le statut qu'elles méritent. De son point de vue, il clarifie les malentendus et les préjugés à l'égard de ses pairs, qui, malheureusement trop souvent le relation trouble entre l'homme et l'arme. Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.



Impressum

rédaction : Felix Birchler (fb), Jannik Böhm (jb), Stefan Dietiker (sd), Tobias Estermann (te), Adi Feller (af, responsable), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Josef Lang (jl), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Beni Müller (bm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzc (np), Tobia Schnebli (ts), Meret Schneider (ms), Fabian Stalder (fs), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, fax: 022 320 69 48, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Courrier des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs se réservent le droit d'écourter soumissions. Se il vous plaît nous informer de changements d'adresse, incorrectes et / ou adresses en double. Le contenu de ce journal sont soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, ils peuvent être utilisés librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-		
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-		Nom
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-		Prénom
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-		Rue
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-		N°
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-		NPA
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge <input type="checkbox"/> bleu	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-		Lieu
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom		Fr. 10.-/20.-		Tél.
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue... »			Fr. 1.-		E-mail
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc		Fr. 3.-		
	Véritable couteau suisse «GSsA»			Fr. 25.-		
	Couteau porte-clés «GSsA»			Fr. 15.-		
	Badge «NON aux nouveaux avions»			gratuit		
	Livre «Quand l'esprit de Genève s'embrase - au delà de la fusillade du 9 novembre 1932», Jean Batou (2012)			Fr. 34.-		
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 10.-		
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 20.-		
	Livre «La Suisse sans armes», Roman Brodmann (1975)			Fr. 29.-		
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-		
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 96. Numéro(s) _____			Fr. 1.-		
	Frais de port				Fr. 3.-	
	Somme totale de la facture					

A renvoyer au GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8 ou par courriel à materiel@gssa.ch